



Journal des anthropologues
Association française des anthropologues

132-133 | 2013
Anthropologie et eau(x)

La politique de l'eau en Italie mouvements, savoirs, territoires

Chiara Carrozza et Emanuele Fantini



Édition électronique

URL : <http://jda.revues.org/5066>
ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 8 juillet 2013
Pagination : 461-467
ISBN : 979-10-90923-05-8
ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Chiara Carrozza et Emanuele Fantini, « La politique de l'eau en Italie mouvements, savoirs, territoires », *Journal des anthropologues* [En ligne], 132-133 | 2013, mis en ligne le 08 juillet 2013, consulté le 23 février 2017. URL : <http://jda.revues.org/5066>

LA POLITIQUE DE L'EAU EN ITALIE MOUVEMENTS, SAVOIRS, TERRITOIRES

Chiara CARROZZA* - Emanuele FANTINI**

La gestion des services de l'eau a progressivement suscité l'intérêt des citoyens et des mouvements sociaux italiens, à partir du déclenchement d'une ambitieuse réforme sectorielle en 1994. Divers acteurs et instances sociales et politiques se sont rencontrés autour de cet enjeu, articulant leur lutte à partir du langage transversal – de plus en plus populaire – des « biens communs ». En vertu de son originalité en termes de pluralité d'acteurs, de variété de répertoires d'action et de durée, cette mobilisation n'a pas d'équivalent dans l'histoire politique du pays des dix dernières années.

Cette mobilisation a été entendue lors du référendum des 12 et 13 juin 2011, lorsque les Italiens ont été appelés à se prononcer sur quatre questions, dont deux concernaient l'eau. La première concernait l'abrogation de l'obligation pour les administrations locales de déléguer, avant la fin de l'année, la gestion des services d'eau à des sociétés par actions (publiques, privées ou mixtes). La deuxième concernait l'annulation, dans le calcul de la facture d'eau,

* Centro de Estudos Sociais (CES), University of Coimbra, Colegio de S. Jeronimo, Apartado 3087, 3001-401 Coimbra (Portugal)
Courriel : chiaracarozza@ces.uc.pt

** Università di Torino, Dipartimento Culture, Politica e Società, Lungo Dora Siena 100 A, 10153 Torino (Italie)
Courriel : emanuele.fantini@gmail.com

de la rémunération des capitaux investis dans le secteur selon un taux fixé à 5% par une loi. Les promoteurs du référendum, réunis dans le Forum des mouvements italiens pour l'eau, avaient l'intention de supprimer ces deux normes, ce qui aurait arrêté le processus de privatisation des services de l'eau en Italie, favorisé par le gouvernement de Silvio Berlusconi par l'adoption en 2009 du « Décret Ronchi ». Le résultat a été une véritable surprise : alors que les 24 derniers référendums depuis 1997 n'avaient jamais atteint le quorum des 50% nécessaires à leur validation, plus de 55% du corps électoral a participé au vote et 95% des votants ont choisi d'abroger les deux normes. Cette victoire a été présentée comme l'un des faits politiques les plus significatifs de l'année, d'autant plus que dans les semaines précédant le référendum, l'establishment politique et médiatique avait passé sous silence voire étouffé l'information et le débat public sur les enjeux du vote.

Les tentatives d'explication de ce résultat ont alterné entre analyses en termes de mutations anthropologiques de la société italienne (le rejet par la majorité de la population du modèle politique et culturel néolibéral, notamment dans sa version italienne, le « berlusconisme »), d'explications conjoncturelles (le deuxième coup porté au gouvernement Berlusconi après l'échec des élections administratives de mai 2011) ou digitales-réductionnistes (la victoire du web 2.0 et des réseaux sociaux sur l'establishment politique et médiatique). Ces interprétations permirent de saisir une bonne partie des raisons du succès du référendum. Elles ont cependant omis de l'interpréter à la lumière de la trajectoire historique à moyen terme de la mobilisation italienne en faveur de l'eau, notamment en ce qui concerne l'expérience et les dynamiques de son acteur principal, le Forum. Il s'agit d'une coalition vaste et plurielle, animée par des groupes altermondialistes, élus locaux, syndicats, comités citoyens, associations de consommateurs, écologistes, ONG du développement international, acteurs religieux tels que des prêtres missionnaires ou quelques diocèses. Lors du colloque « La politique de l'eau en Italie, une année après le référendum. Mouvements, savoirs, territoires » (université de Turin, faculté de sciences politiques, 14 juin 2012), un groupe de

chercheurs a essayé de combler cette lacune en mobilisant les instruments de la sociologie et de la politologie et par la mise en relation des représentants du mouvement et des institutions locales. Trois dimensions du succès du référendum ont été explorées : 1) les éléments de continuité et d'innovation au niveau des répertoires culturels d'action politique à travers l'usage d'Internet par le mouvement ; 2) le rôle joué par les réseaux d'experts et de techniciens dans la campagne référendaire dans la contribution au débat sur la relation entre savoir technique et action politique ; 3) la relation entre mouvement et institutions publiques à partir de la traduction du discours sur les « biens communs » dans des propositions politiques concrètes.

Le mouvement et Internet

La première session du colloque, « Le mouvement et le réseau : innovation et continuité dans les pratiques d'action politique » a été l'occasion de présenter les différents acteurs et répertoires culturels du politique qui animent le Forum, ainsi que d'approfondir le rôle que les nouvelles technologies et les réseaux sociaux ont joué dans la mobilisation. L'analyse a visé à démystifier les récits en termes de « victoire du peuple d'Internet », tout en soulignant que le succès du référendum résulte de : 1) la confluence dans le Forum de différents parcours de militantisme, dont la plupart se sont consolidés bien avant l'avènement de l'activisme numérique ; 2) la conjoncture politique qui a favorisé la rencontre du mouvement pour l'eau avec une base électorale beaucoup plus vaste de citoyens, sensibles aux enjeux de l'eau, mais aussi soucieux de manifester à travers la participation au référendum une volonté plus générale de changement politique ; 3) l'imbrication entre mobilisation *online*, à travers les réseaux sociaux, et *offline*, selon des modalités plus traditionnelles (conférences, cortèges, action de lobbying...).

Pourtant, le rôle joué par Internet et les réseaux sociaux s'est révélé important principalement dans le cadre de la conjoncture politique : la nature intrinsèque du référendum qui demande de mobiliser un grand nombre de personnes autour de messages

simplifiés et polarisés ; le boycott par l'establishment politique et médiatique ; l'élan donné à la campagne pour les élections administratives de mai 2011, grâce à des stratégies innovatrices de mobilisation *online*, comme celle qui a permis à la coalition de centre gauche dirigée par Giuliano Pisapia de conquérir la mairie de Milan. Cependant, les nouvelles technologies et les instruments du web 2.0 ne semblent pas avoir influencé et modifié de manière significative et explicite les modalités d'organisation et de fonctionnement interne du Forum, ainsi que sa stratégie de communication et de mobilisation.

Savoirs techniques et action politique

La deuxième session, « Savoirs techniques et action politique : l'expertise dans le mouvement pour l'eau publique » a approfondi le rôle des experts techniques et de la production de connaissances dans la campagne référendaire. La mobilisation animée par le mouvement pendant une décennie, tout comme la victoire du référendum, a été possible grâce à l'implication de professionnels militants, notamment dans le domaine juridique et économique. D'un côté, la session s'est focalisée sur le développement des connaissances concernant le secteur des services de l'eau et des politiques hydrauliques, confirmé par la multiplication de publications plus ou moins spécialisées, d'événements de socialisation et de diffusion de ces connaissances (séminaires, conférences, initiatives de formation et mises à jour). D'un autre côté, il a été mis en évidence que les savoirs techniques sont appropriés par les administrations locales dans la mise en place de la réforme des services de l'eau, et par le mouvement dans l'élaboration des initiatives visant à s'opposer à cette réforme.

Ainsi, des questions générales sur le rôle des savoirs techniques mobilisés dans les enjeux liés à l'eau ont été posées. Tout d'abord, le discours sur l'eau en Italie demeure strictement lié à la typologie des savoirs et des compétences techniques mobilisées pour soutenir ou critiquer la réforme des services de l'eau : on utilise donc presque exclusivement un langage juridique ou économique déclinant les questions de l'eau en termes de

privatisation, re-municipalisation et biens communs. Malgré leur pertinence, les enjeux liés à d'autres typologies de savoirs – par exemple les sciences environnementales ou hydrogéologiques – sont relégués aux marges du débat public. Parallèlement, ces communautés professionnelles sont écartées du processus de définition des politiques publiques et de mise en place de la réforme du secteur de l'eau. Ensuite, les équilibres entre les savoirs mobilisés par le mouvement semblent particulièrement importants dans la définition de son parcours et de sa stratégie politique, ainsi que vraisemblablement dans ses évolutions futures. Par exemple, le rôle prépondérant joué par les juristes dans la préparation et le suivi du référendum, s'est traduit par une « légalisation » de la lutte politique menée dans les tribunaux par le biais de recours et contestations contre les choix législatifs du gouvernement national et les actes administratifs des élus locaux. Finalement, en ce qui concerne la notion de « bien commun », on remarque l'existence d'une tension entre élaboration théorique et praxis politique : l'appropriation de cette notion par un nombre de plus en plus important d'acteurs et sa mobilisation dans une diversité de batailles politiques aussi différentes les unes que les autres, risquent d'affaiblir le processus de construction d'une réelle alternative politique et juridique au modèle existant.

À la (re)découverte des territoires et des biens communs

La troisième session, « La (re)découverte des territoires et des biens communs, la relation avec les institutions et la politique », a approfondi les modalités par lesquelles, à partir d'une construction culturelle et symbolique, le discours de « l'eau bien commun » a été traduit en termes de politiques publiques et pratiques concrètes de gestion des ressources du territoire. L'analyse s'est concentrée en premier lieu sur la dimension communautaire de la mobilisation : l'attention portée aux notions de « biens communs » et de « gestion locale » a permis de redéfinir, à partir de l'eau, les identités politiques et les appartenances locales. Cela a stimulé et consolidé de nouveaux discours et de nouvelles significations qui fournissent le contexte pour élaborer des actions de protestation ainsi que pour

bâtir des parcours de participation alternatifs aux canaux politiques traditionnels.

En deuxième lieu, l'analyse a mis en évidence la relation que ces nouveaux parcours et formes de participation établissent avec les institutions et le système politique traditionnel. Au niveau national, cette relation semble marquée par l'incompréhension ou l'indifférence de l'élite politique vis-à-vis des instances de la mobilisation ; cette attitude alimente à son tour les sentiments de refus et de méfiance vis-à-vis des partis traditionnels qui caractérisent une partie du mouvement. Au niveau local, la relation apparaît plus controversée. D'un côté, le mouvement essaie de s'opposer aux stratégies de « capitalisme municipal » promues par les administrations des grandes villes du centre-nord du pays et de quelques régions. D'un autre côté, il essaie de cultiver l'alliance avec les acteurs des institutions locales (petites et moyennes municipalités, conseils municipaux) qui se sentent mises à l'écart et dépassées par les stratégies du « capitalisme municipal », et qui participent activement au mouvement dans le cadre du réseau des élus locaux pour l'eau.

Paradoxalement, le succès du référendum et de la notion de « biens communs » engendre l'un des dilemmes principaux pour les stratégies futures du mouvement : continuer à cultiver la spécificité thématique de l'eau qui assure un consensus important et transversal au niveau de l'opinion publique, ou bien s'allier plus étroitement aux forces politiques (partis, listes civiques, mouvements sociaux orientés plutôt vers la gauche) qui après le succès du référendum se réclament explicitement de la notion de « biens communs » ? Cette deuxième option, plus partisane, risque toutefois de porter atteinte au consensus transversal que le Forum a établi autour de la question de l'eau publique.

Finalement, l'ensemble de ces réflexions permet de souligner la manière dont la mobilisation pour l'eau, grâce à la valeur symbolique de la ressource et à la conjoncture sociale, culturelle et politique, dépasse la pure question technique de la gestion des services de l'eau, pour atteindre le statut de bataille paradigmatique en faveur de la participation démocratique à la gestion du bien

commun. Cependant, sur le plan matériel, ce phénomène se heurte aux effets du processus de longue durée de technicisation et de spécialisation dans le domaine de la gestion de l'eau qui a accompagné l'industrialisation et l'urbanisation dans les pays européens. L'eau, canalisée et maîtrisée, a ainsi disparu physiquement du paysage des villes italiennes – sauf pour y faire irruption sous forme d'alluvions et de désastres hydrogéologiques – ce qui a entraîné la perte des savoirs vernaculaires liés à la gestion des eaux et à l'aménagement du territoire. Concilier les impératifs techniques liés à la gestion d'un service industriel très complexe et la demande d'une participation populaire à la gestion d'une ressource redécouverte comme constitutive du territoire, reste un défi.

Le mouvement italien pour l'eau publique se révèle être un point d'observation original et privilégié pour apporter une contribution en sciences sociales sur les dynamiques des sociétés politiques de l'Europe contemporaine : la recherche de nouvelles formes de participation à une époque de crise de légitimité des institutions traditionnelles de la représentation politique ; le rôle joué par les savoirs techniques et scientifiques dans la définition des identités ou des imaginaires politiques et du cadre de la formulation et de la négociation des politiques publiques ; le refus de « l'économisme »¹ qui a imprégné les politiques publiques au cours de la dernière décennie et la proposition d'une « économie morale des biens communs » qui implique une prise en charge renouvelée par les autorités étatiques des responsabilités en matière de gestion des services de base et, d'une manière générale, de la chose publique.

* * *

¹ Nous utilisons ce néologisme selon les termes définis par les auteurs du dossier coordonné par B. Hibou « Mouvements sociaux : refus de l'économisme et retour du politique », *Economia*, 13, nov. 2011-fév. 2012.